

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 25 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cuxac Energies

213 cours victor hugo
33130 Bègles

Références : UID11/66-C3-2024-142
Code AIOT : 0006606460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 décembre 2023 dans l'établissement de la société Cuxac Energies implanté Lieu-dit « Prat du Rais » à Cuxac-d'Aude (11590). L'inspection a été annoncée le 06 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cuxac Energies
- Lieu dit Prat du Rais 11590 Cuxac-d'Aude
- Code AIOT : 0006606460
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 3 aérogénérateurs d'une puissance totale de 10,8 MW) en construction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite du parc,
- Respect de l'arrêté n° DREAL-UID-2020-21 du 13 mai 2021, notamment l'article II-4.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 3 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 5 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| | | article II-4 | |
| 6 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 8 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 1 | Généralités | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 | Sans objet |
| 2 | Généralités | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 | Sans objet |
| 4 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 7 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 9 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 10 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 11 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |
| 12 | Construction | Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 |
| Thème(s) : Autre, OREOL |
| Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. |
| Constats : |

| |
|---|
| L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison, sur le site internet OREOL. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Généralités

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 |
| Thème(s) : Autre, OREOL |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du Code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise en place du chantier de construction prévoira de suivre les recommandations des chartes de «chantier propre » ou des labels « Haute Qualité Environnementale » :</p> <p>Formation et sensibilisation du personnel et du chef de chantier</p> <p>Propreté générale des lieux</p> <p>Bon aspect et bon entretien des véhicules et des engins de chantier</p> <p>Organisation et récupération des déchets...</p> <p>Constats :</p> <p>Les documents fournis par l'exploitant, notamment le document " Notice de Respect de l'Environnement (NRE) & Plan d'Actions Environnementales (PAE) ", ne permettent pas de justifier que le chantier de construction suit les recommandations des chartes de « chantier propre » ou</p> |

| |
|--|
| des labels « Haute Qualité Environnementale ». |
| L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en œuvre de ces recommandations. |
| Il est à noter que le chantier était propre et correctement tenu. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 4 : Construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit minimiser le déboisement au strict nécessaire pour la réalisation des travaux et le montage des éoliennes. Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains. |
| Constats : L'exploitant a fourni les documents suivants, rédigés par le bureau d'études INDDIGO, écologue en charge du suivi du chantier : <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de l'accompagnement technique préalable au chantier d'avril 2023, • les comptes-rendus des visites du 12 et du 19 septembre 2023. Ces trois documents font état de l'abattage d'arbres nécessaire à la réalisation du chantier et mentionnent le respect des recommandations naturalistiques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : Pour limiter les risques d'altération des qualités agro-pédologiques des sols, des mesures de prévention seront prises, telles que : décapage de la terre de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes, stockage temporaire de la terre végétale, sur une zone à l'écart des passages d'engins (pour éviter les tassements). La terre végétale décapée lors des travaux d'aménagement du parc éolien sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Il faudra éviter son altération durant la phase des travaux car elle servira également pour la remise en état du site à la fin des travaux. La terre végétale issue des déblaiements sera stockée séparément des autres éléments décapés sur des zones non exploitées du site (en dehors des zones de passage d'engins) en évitant de la mélanger avec les stériles sous-jacents. |

| |
|--|
| Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé. |
| Constats : L'exploitant a fourni un plan schématique des zones de stockages des déblais et des zones de remblaiement et une cubature. Les plans comportent des zones dédiées à la terre végétale et d'autres aux déblais. Toutefois, ces plans schématiques ne permettent pas de justifier que les zones de stockages de la terre végétale sont bien situées en à l'écart des passages d'engins. Les documents doivent être complétés et transmis à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 6 : Construction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : Les lieux de stockage de matériel, de dépôt des matériaux et les tracés des chemins d'accès (élargissement, création) pour lesquels il est nécessaire de minimiser les surfaces décapées sont repérés avec l'aide d'un naturaliste. Un balisage préventif sera réalisé par le naturaliste pour spécifier les zones de non circulation absolue des engins et de donc bien limiter la zone de travaux. Les dimensions minimales des pistes d'accès aux éoliennes et au chantier en général seront les suivantes : Tronçons droits : 5 m de largeur Virages : 6 m de largeur Pentes maximales des voies : 10% selon l'axe longitudinal de la voie et 2% selon l'axe transversal de la voie. |
| Constats : L'exploitant a fourni le plan d'implantation du parc qui indique pour les pistes une largeur de 5 m et pour les virages de 7,5 m. Les comptes-rendus de l'écologue mentionnent le balisage des zones sensibles et à enjeux et le respect des recommandations naturalistes pour la création des pistes. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu justifier du respect des pentes maximales des voies. Il doit transmettre les justificatifs du respect des pentes au service de l'inspection, notamment le plan de recollement du chantier. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 7 : Construction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
|---|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes : décapage et mise en dépôt de la terre végétale, remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits, épandage sans bourrelet de la terre végétale, évacuation des matériaux en excès. |
| Constats : L'exploitant a fourni l'attestation de la société qui a réalisé les tranchées qui mentionne bien le respect des différentes étapes prescrites. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : Des mesures de prévention seront prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"> • utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et vérification régulière du matériel, • entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur, • stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation, • stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées. • mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut. • installation d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions. |
| Constats : L'exploitant a fourni plusieurs documents, notamment des fiches de sensibilisation et le document « Notice de Respect de l'Environnement (NRE) & Plan d'Actions Environnementales (PAE) ». <p>L'exploitant n'a pas pu justifier que les engins de chantier et les camions étaient aux normes en vigueur et vérifié régulièrement. Il doit donc transmettre les justificatifs ad hoc au service de l'inspection.</p> |

| |
|---|
| Concernant les véhicules, leur entretien est réalisé dans un atelier de maintenance à l'extérieur du site. |
| Le stockage des produits ou déchets potentiellement polluants fait l'objet d'une fiche de sensibilisation. Lors de la visite, aucun produit ou déchet potentiellement polluants n'était stocké en dehors d'une rétention. |
| La gestion et l'élimination des déchets fait aussi l'objet d'une fiche de sensibilisation. |
| La fiche de sensibilisation « Gestion des ruissellements des eaux de chantier » prévoit bien des aménagements afin de séparer les eaux claires extérieurs au chantier ainsi que de collecter et de traiter les eaux de chantier. L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la mise en place de ses aménagements. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 9 : Construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux prévue par la réglementation urbanisme est adressée à l'inspection des installations classées préalablement au démarrage des travaux. |
| Constats : L'exploitant a fourni la copie du CERFA de déclaration d'ouverture de chantier datée du 18 août 2023 pour une ouverture de chantier depuis le 17 juillet 2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Construction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : Lors de la construction du parc éolien, pour l'utilisation de moyens de levage, une demande devra être formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet de la DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr |
| Constats : Lors de la visite, la phase du chantier utilisant des moyens de levage n'avait pas encore débutée. Toutefois, il a été rappelé à l'exploitant cette prescription. Une fois réalisées, ces demandes devront être transmises au service de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Construction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à la DSAC Sud lors de l'ouverture du chantier et lors de l'achèvement des travaux, les formulaires à demander directement auprès de la subdivision régulation Aéroportuaire de la DSAC Sud à l'adresse suivante : dsacsud-obstacle@aviation-civile.gouv.fr |
| Constats : L'exploitant a fourni le mail d'information en date du 5 janvier 2024 transmis à la DSAC Sud l'informant du débit du chantier. Il a été rappelé à l'exploitant que la même démarche devait être réalisée à l'achèvement du chantier et qu'il devait transmettre le justificatif au service de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Construction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2020, article II-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la phase travaux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation, dès qu'ont été mis en place les aménagements du site permettant la mise en service effective du parc éolien, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté d'autorisation et que le document attestant la constitution des garanties financières aura été établi. Cette déclaration portera notamment sur : la confirmation de l'aménagement du parc conformément aux données des dossiers déposés et aux prescriptions du présent arrêté, la rédaction des procédures prévues par la réglementation, la réalisation d'un plan à jour avec identification des pistes DFCI, des moyens incendie, la mise en place des panneaux d'identification présentant les items prévus par l'arrêté ministériel du 26 août 2011. |
| Constats : Le chantier n'étant pas terminé, cette prescription a été rappelée à l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |